

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 10

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Association AFC
ADRAFOM - Action inclusion exclusion -
Attribution d'une subvention pour l'année
2018

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.141

Date de la convocation :

Le 10/07/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 JUL. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **27 JUL. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 16 juillet 2018

L'an deux mil dix-huit et le 16 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Joseph VALETTE

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance.

Dans ce cadre, la CASA apporte son soutien à des actions visant l'accompagnement éducatif des plus jeunes lorsque sont identifiés des comportements susceptibles de devenir le terrain de la commission de faits de délinquance.

Un certain nombre de ces actions sont par ailleurs soutenues par d'autres partenaires ; et notamment l'Etat par l'activation du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) ainsi que des fonds dédiés à la politique de la ville, lorsque ces actions concernent des habitants du quartier prioritaire de Vallauris.

Depuis plusieurs années, l'association AFC ADRAFOM développe en partenariat avec le collège Pablo Picasso de Vallauris une action nommée « *exclusion – inclusion* ». Son objet est l'Accompagnement à la prise de conscience par le collégien et son entourage du sens de l'exclusion pour une réintégration positive dans l'établissement scolaire.

Cette action permet aux jeunes exclus temporairement de l'établissement scolaire à la suite d'un conseil de discipline d'être accueillis durant leur exclusion au sein de l'association pour participer à un programme d'activités permettant de comprendre la raison de cette exclusion, d'en tirer profit pour se reconstruire, de sortir de la victimisation et finalement de réintégrer leur parcours scolaire dans un meilleur état d'esprit.

Le bilan de cette action déjà menée en 2017 fait apparaître qu'au cours de la précédente année scolaire :

- 50 jeunes ont été orientés par le Collège,
- 36 jeunes volontaires ont été présents et accompagnés par l'association au cours de leur exclusion,
- 20 parents ont également été reçus en entretien individuel afin de les intégrer à cette démarche et de soutenir leur fonction parentale.

Au titre de 2018, les mêmes objectifs sont fixés pour cette action.

Après étude du dossier de demande de subvention constitué par AFC ADRAFOM, et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2018, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention pour un montant de 2500 € à l'association.

Une convention détaillée fixant les objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2018 à attribuer, et prendre en compte les résultats financiers et d'activité 2017.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Considérant que cette action de prévention de la délinquance menée par l'AFC ADRAFOM s'inscrit dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 11 juillet ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2018 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention **d'un montant de 2 500 €** à l'association AFC ADRAFOM,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association suscitée et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 – fonction 03 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention **d'un montant de 2 500 €** à l'association AFC ADRAFOM,
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association suscitée et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 – fonction 03 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 16 juillet 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION AFC ADRAFOM – Action « Exclusion / Inclusion »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 16 juillet 2018 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'association dénommée AFC ADRAFOM régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'accueillir, informer, diagnostiquer, positionner, orienter les publics visés, sensibiliser et/ou faire découvrir les attentes et exigences du monde économique, dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **AFC ADRAFOM**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, AFC ADRAFOM développe des actions d'accompagnement à la scolarité permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, sont organisées des actions de prévention du décrochage scolaire à destination de 35 collégiens scolarisés au Collège Pablo Picasso (Vallauris) faisant l'objet d'une mesure d'exclusion de 1 à 5 jours sur 9 semaines de septembre à juin.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 11 juillet 2018.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, AFC ADRAFOM s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance.

En prévention du décrochage scolaire, il s'agit d'accompagner les jeunes collégiens exclus temporairement (pour une durée de 1 à 5 jours) à comprendre la raison de cette exclusion et à réintégrer leur parcours scolaire en lui donnant du sens.

Cette mission s'exerce par des rencontres avec les acteurs concernés en amont (professeurs, vie scolaire...).

Il est également prévu la construction d'un parcours personnalisé avec le jeune par le biais de remédiation cognitive, de soutien scolaire et d'entretien avec les parents afin de contribuer à reconstruire l'alliance entre l'institution scolaire les parents et le jeune.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement AFC ADRAFOM pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2018.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 13 450 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

AFC ADRAFOM reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel de l'action subventionnée.**

6.1 Evaluations intermédiaires

AFC ADRAFOM s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs :

- Nombre de collégiens ayant bénéficié de ce dispositif,
- Nombre de collégiens exclus plus d'une fois (sur l'année scolaire),
- Nombre de parents reçus préalablement par l'association, nombre de parents ayant refusé l'accompagnement (et les raisons des refus)
- Nombre d'orientations vers d'autres dispositifs pour ces collégiens suivis dans ce programme (ex. sur les VVV, vers le service jeunesse, PRE, sur le CMP)
- Nombre d'actions collectives organisées par d'autres partenaires (Antenne de justice, Passaj)

Ces indicateurs sont aussi qualitatifs :

- Échange sur les bénéfices de l'action pour les collégiens en lien avec la direction du collège, les parents, les collégiens eux-mêmes, en lien aussi avec une scolarité dite « plus » régulière (réunions de coordination),
- Evaluation de la motivation des jeunes (assiduité, ponctualité, respect des engagements...),
- Evaluation/régulation du dispositif mis en œuvre avec les partenaires impliqués,

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par AFC ADRAFOM.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

AFC ADRAFOM s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association AFC ADRAFOM remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2018.
 - Si l'association AFC ADRAFOM est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- AFC ADRAFOM devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association AFC ADRAFOM, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

AFC ADRAFOM s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

AFC ADRAFOM et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
AFC ADRAFOM,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
La Vice- Présidente déléguée à la Politique
de la Ville

Nicolas TRUELLE

Michelle SALUCKI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

CHARGES	MONTANT 7	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	200	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		ASP	
Achats matières et fournitures	200	74- Subventions d'exploitation ⁸	13450
Autres fournitures		ETAT	10200
61 - Services extérieurs	300		
Locations	300	Intercommunalité EPCI : CASA	3250
Entretien et réparation			
Assurance			
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	7000		
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6800		
Publicité, publication			
Déplacements, missions	200		
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	400		
Impôts et taxes sur rémunération,	400		
Autres impôts et taxes			
64- Charges de personnel	3550		
Rémunération des personnels,	3550		
Charges sociales,			
Autres charges de personnel			
66- Autres charges de gestion courante 3% frais de siège		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont colisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES		RESSOURCES INDIRECTES	
Charges fixes de fonctionnement	2000		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	13450	TOTAL DES PRODUITS	13450
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁹			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolet	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	13450	TOTAL	13450

7 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

8 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

9 Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 16/07/2018
Numéro : BC_2018_141
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association AFC ADRAFOM - Action inclusion exclusion - Attribution d'une subvention pour l'année 2018
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : sDx64LP

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 27/07/2018
Identifiant : 006-240600585-20180716-BC_2018_141-DE

Acte reçu

Date : 16/07/2018
Numéro interne : BC_2018_141
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Association AFC ADRAFOM - Action inclusion exclusion - Attribution d'une subvention pour l'année 2018
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_141-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_141-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180716-BC_2018_141-DE-1-1_3.PDF

N